



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

COMPTES RENDUS

LECTURE

Catherine LARRÈRE, L'invention de l'économie au XVIII^e siècle.

Paris, PUF, collection Léviathan, 1992, 325 p.

“Tout le monde sait, grâce à Voltaire, que vers 1750, la Nation, rassasiée de vers, de tragédies, de comédies, de romans, ... et de disputes théologiques ..., se mit à raisonner sur les blés”. A cette occasion, naquit une nouvelle discipline scientifique, l'économie, dont le fondateur le plus célèbre est probablement Quesnay, mais qui n'était pas seul. C'est l'histoire de cette invention que nous conte Catherine Larrère. L'association des blés et de l'économie justifie amplement qu'il en soit rendu compte dans une revue d'économie rurale, bien qu'en réalité, dans cet ouvrage, il ne soit guère question de blés; et peut-être pas du tout d'économie.

L'argument central, le fil conducteur du livre, est, en effet, beaucoup plus politique qu'économique. Il ne s'agit pas des richesses, ni même de l'administration des ressources rares. Dupont de Nemours, dans sa correspondance, reproche à J.-B. Say d'avoir “trop rétréci la carrière de l'Économie Politique en ne la traitant que comme science des richesses. Elle est la science du droit naturel appliqué, comme il doit l'être, aux sociétés civilisées” (p. 194). De toute évidence, C. Larrère partage ce point de vue, et fait de la question du droit naturel, c'est-à-dire de l'existence d'un ensemble de règles sociales immanentes, le cœur du problème économique. C'est là un point de vue qui est loin d'être partagé par la profession dans son ensemble, et c'est pourquoi on peut se poser la question de savoir si le livre traite vraiment de ce que les auteurs modernes appellent la science économique.

En même temps, il est difficile de nier l'importance de la question, et ses liens avec la science économique, dont elle élargit singulièrement les perspectives. C'est bien en effet par la question du droit naturel, posée par Grotius, Carneade et Puffendorf, que débute l'ouvrage. Si, a priori, la Société semble faire peser une menace sur l'individu, ne se pourrait-il pas que l'individu qui cherche son bien-être ait intérêt à respecter certaines lois sociales? Dans quelles conditions y a-t-il opposition ou convergence entre les projets de la société – de quelque manière qu'il soit possible de les définir – et ceux de l'individu? Les lecteurs de K.J. Arrow ou de Buchanan et Tullock se trouveront là en terrain

familier, même si la compagnie d'auteurs trop méconnus des économistes standard peut surprendre.

Bien entendu, la réponse à la question précédente peut dépendre des temps et des lieux. C'est en effet dans cette direction que les contemporains de J.-J. Rousseau dirigèrent leurs réflexions, avec l'opposition du commerce corrupteur à la félicité du "bon ouvrage". On tombe ici dans la philosophie morale, et on s'écarte de l'économie. On y revient avec la grande querelle entre le mercantilisme et les physiocrates. Pour le coup, du reste, on sort aussi des considérations purement théoriques, et on se retrouve dans un paysage incroyablement contemporain. Libéralisme ou dirigisme? Libre échange ou protectionnisme? Intervention bureaucratique ou régulation? Priorité à l'agriculture ou à l'industrie? Il est presque inimaginable que les questions posées en ces termes il y a deux siècles et demi soient encore l'objet de débats tout aussi violents de nos jours. Il est frappant de voir que, en dépit de tout l'arsenal intellectuel dont nous disposons avec la théorie des jeux, l'équilibre général, le calcul des variations, et tous les autres gadgets qui nous sont maintenant familiers, les questions fondamentales demeurent, et les idées pour les résoudre sont, finalement, peu nouvelles.

On retiendra sans doute l'idée selon laquelle la véritable nouveauté des physiocrates se situe dans leur projet d'analyser à la fois l'individu et la société, ou plutôt leurs points de contact. La rationalité politique de l'État moderne telle qu'elle est vue, par exemple par Machiavel, repose sur un certain partage entre, d'un côté, le privé, laissé à la routine et à la tradition, et de l'autre, la raison d'État, qui relève de la science du politique. "Ce partage est à l'œuvre dans la théorie mercantiliste ... C'est la physiocratie qui y met fin, en réunissant, dans une même science, ce que le mercantilisme disjoignait: la généralité du gouvernement économique et les conduites individuelles" (p. 314). Il est vrai que la Science Économique moderne est tout entière construite autour de l'idée qu'il n'y a pas opposition, mais complémentarité entre micro et macroéconomie. Cependant, le projet physiocratique va au-delà de cette banalité, et prend un tour politique. Par là, "la sphère privée se hausse à la dimension publique, le fermier ou le propriétaire ne sont plus des hommes privés, mais des citoyens".

Voilà sans doute pourquoi le livre se termine avec les solutions constitutionnelles que Condorcet et surtout Sieyès croient avoir trouvé au problème des relations entre l'individu et l'État. De toute évidence, il s'agissait encore là d'illusions, mais ces illusions ont tout de même façonné une bonne partie de notre paysage intellectuel. Le point d'achoppement est que les économistes du XVIII^e, et même une partie des classiques ne se sont pas intéressés au problème de la rareté, qui est évidemment au cœur de la théorie marginale. Mais ceci est une autre histoire ...

Ce compte rendu trop rapide est bien infidèle et réducteur. En réalité, il est presque impossible de résumer ce travail un peu désordonné, et qui part dans toutes les directions. Chaque phrase en est lourde de réminiscences et son imagination tout aussi fertile. Une telle association conduit forcément à quelque chose de difficile. Mais la peine prise à déchiffrer l'ouvrage est doublement récompensée: d'une part, par le contact avec la pensée économique naissante du XVIII^e siècle, qui ouvre bien des pistes encore peu explorées; d'autre part, par celle de C. Larrère, pleine de rapprochements inattendus et de raccourcis saisis-

sants. Pour ces raisons, je crois cette lecture indispensable à tout économiste moderne soucieux d'élargir ses vues au-delà des aspects techniques des problèmes du moment. Elle est par ailleurs impérative pour quiconque s'occupe d'économie institutionnelle. Je voudrais terminer par une remarque plus personnelle.

Il peut sembler paradoxal de voir ainsi les fondateurs de l'économie politique, dont, en dehors de l'intérêt purement spéculatif, l'application pratique essentielle consiste à fournir des règles utiles pour la bonne administration de la chose publique, commencer par affirmer que, contrairement à la croyance préscientifique antérieure, les règles naturelles imposent aux gouvernements de ne pas se mêler des affaires du commerce. D'une certaine façon, c'est aussi vrai pour les classiques anglais, qui, par des voies différentes, parviennent à une conclusion finalement bien commune à l'époque. Seuls des esprits originaux, comme Galiani (ou List, pour ce qui concerne les réactions aux classiques anglais) contestent ces conclusions, au nom d'une analyse qui utilise les mêmes moyens intellectuels que ceux qui avaient servi à les obtenir.

Cela vient de ce que les physiocrates avaient eu l'intuition de la notion d'équilibre général, et de ses accessoires : l'optimalité des marchés libres, et la comptabilité nationale. En ce sens, ils sont vraiment les fondateurs de la théorie économique moderne, qui tourne toujours autour de cette idée. Mais la théorie économique moderne insiste surtout sur les conditions à réunir pour que l'équilibre général produise les effets bénéfiques qu'on en attend. Dans une large mesure, la leçon principale à tirer de K.J. Arrow ou de G. Debreu, c'est que les conditions en question ne sont pas réalisables, et que, par conséquent, les marchés réels n'ont pas l'efficacité qu'on leur prête trop souvent. Cela réintroduit le rôle de l'État dans l'analyse, conformément aux intuitions d'un Galiani.

Ce dernier allait plus loin encore. Il soutenait que les marchés libres fonctionnent bien pour certains produits, les produits "de luxe" (le "superflu" selon Jean-Jacques Rousseau), mais échouent pour "les grains" – en d'autres termes les produits de base à offre et demande rigides –. En elle-même, cette distinction paraît assez secondaire, même si elle explique et relativise le prétendu "fondamentalisme agraire" des physiocrates (la "classe parasite" des commerçants ne produit pas "rien", mais seulement du "superflu". Après tout, d'autres économistes, et non des moindres, ont fait cette distinction. On la trouve, par exemple, chez P. Sraffa et les "Italiens de Cambridge", (il est vrai dans un autre contexte). La différence entre le "nécessaire" et le "superflu" apparaît cependant comme l'amorce d'une distinction intersectorielle qui s'est bien diluée dans les débats ultérieurs, mais qui pourrait prendre une très grande importance si l'on voulait bien en analyser la signification. L'État n'a pas trop besoin de s'impliquer dans le "superflu", tandis que son intervention dans le "nécessaire" est essentielle. On pourrait bien trouver là l'un des véritables fondements de notre discipline, l'économie rurale.

Jean-Marc BOUSSARD

INRA ESR (Paris)